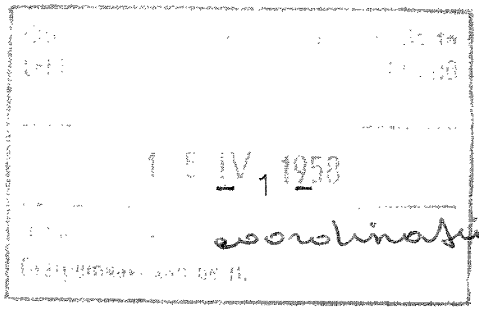
ML. L. 6102/2.



coordination (2)

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 30 janvier 1958, d'une demande d'avis sur un projet de loi "relatif à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de leurs ayants droit", a donné le 7 février 1958 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 30e januari 1958 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende het pensioen van het personeel van zekere organismen van openbaar nut alsmede van hun rechthebbenden", heeft de 7e februari 1958 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

Le projet a pour principal objet de permettre l'extension par le Roi du régime des pensions du personnel de l'Etat aux agents définitifs et stagiaires des organismes d'intérêt public dans lesquels ces catégories d'agents sont dotées d'un statut "analogue dans ses grandes lignes au statut des agents de l'Etat", soit en vertu des lois et règlements organiques de ces organismes, soit en exécution de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public. Le Roi devra procéder à l'application de la loi, organisme par organisme. Pour ceux dans lesquels il n'a pas encore été élaboré de statut, il ne pourra agir avant l'établissement de ce statut (Cfr. Exposé des motifs, notamment au commentaire de l'article 1er).

La charge des pensions de retraite qui seront payées en exécution de la loi en projet sera supportée par l'ensemble des organismes désignés par le Roi, chacun pour sa part contributive, tandis que celle des pensions des veuves et orphelins le sera par le Trésor public, qui percevra en compensation une retenue de 6 p.c. sur les traitements du personnel en activité.

Si le projet précise ainsi nettement comment se répartira la charge financière des pensions, il présente, par contre, une obscurité quant à savoir par qui la pension de retraite sera due. Or, il est essentiel pour la sécurité des agents mis à la retraite, que la loi qui consacre leur droit, détermine le débiteur de l'obligation.

.../...

Le renvoi que fait l'article 4 du projet aux dispositions légales relatives aux pensions de survie à charge du Trésor public permet de considérer l'Etat comme étant le débiteur des pensions des veuves et orphelins.

Par contre, en matière de pension de retraite, l'article 12 se borne à donner au Ministre des Finances la mission d'assurer "la liquidation et le service" de ces pensions ainsi que la répartition entre les organismes d'intérêt public du montant global des dépenses. Cette mission n'implique pas que l'Etat soit le débiteur de la pension. Le Ministre peut s'en acquitter parfaitement en intervenant au nom et pour le compte des organismes d'intérêt public intéressés.

A en rester là, l'obligation de payer une pension de retraite déterminée incomberait non à l'organisme qui a employé l'agent ou à l'Etat, mais à l'ensemble des organismes désignés. L'agent auquel une pension serait refusée, devrait les assigner tous, chacun pour sa quote-part. On imagine sans peine les difficultés que pourrait rencontrer la détermination de la dette de pension de chaque organisme du fait que le taux de la quote-part est appelé à varier d'année en année.

Une manière de remédier à cet inconvénient serait de charger l'Etat du paiement, tout en maintenant le système de répartition envisagé.

.../...

Dans cette éventualité, l'article 12, alinéas 1er et 2, serait rédigé comme suit :

"Article 12.-

Les pensions de retraite prévues par les articles 2 et 8 sont accordées par le Ministre qui a l'Administration des pensions dans ses attributions et payées par l'Etat.

Chaque année, le montant des dépenses effectuées à ce titre pendant l'année précédente est réparti entre les organismes désignés en application de l'article 1er, au prorata des traitements payés à leur personnel au cours de la même année".

\+

\+ \+

Les dispositions de l'article 15 ne concernent pas seulement le régime des pensions; elles visent à déterminer, selon les catégories et les périodes, le régime applicable en ce qui concerne un ensemble d'avantages sociaux.

Présentement, comme l'observe l'exposé des motifs, l'incertitude règne en cette matière par suite des controverses qui ont surgi au sujet de la nature juridique du lien qui unit les organismes d'intérêt public et leurs agents. L'article 2 de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 subordonne, en effet, l'application des dispositions relatives à la sécurité sociale à l'existence d'un contrat de louage de services. La jurisprudence, tant celle des cours et tribunaux que celle du Conseil d'Etat, semble admettre que - de manière très générale, tout au moins - non

.../...

seulement les agents des administrations publiques, mais aussi ceux des organismes d'intérêt public ne sont pas engagés dans les liens d'un contrat de louage de services, mais sont placés sous un "régime statutaire", se trouvent dans une "situation réglementaire"
(Cfr. notamment Cass. 18 décembre 1952, Pas. 1953 - I - 266; P.HORION, "Droit social et secteur public" , Annales de la Faculté de droit de Liège, 1956; WIGNY, "Principes généraux du droit administratif", 1953, n° 228; BUTTGENBACH, "Théorie générale des modes de gestion des services publics en Belgique", 1952, n° 105, n° 393 bis; BUTTGENBACH, "Manuel de droit administratif : Principes généraux, organisation et moyens d'action des administrations publiques", Larcier, 1954, n^{os} 351 à 353 ter).

Cette incertitude engendre l'insécurité juridique au sujet du régime des avantages sociaux applicable à de nombreux agents des organismes d'intérêt public. Comme l'exposé des motifs l'explique, il s'impose de mettre fin à cette insécurité qui présente, dans la pratique, de graves inconvénients.

C'est ce à quoi tend l'article 15 du projet.

Mais, contrairement à ce que l'exposé des motifs déclare sur ce point, l'article 15 du

.../...

projet ne le fait pas en déterminant la nature juridique du lien qui unit les organismes d'intérêt public et leurs agents. Il se borne à rendre par des dispositions expresses, et dans certains cas seulement qu'il précise, l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 applicable de plein droit à des agents des organismes d'intérêt public, nonobstant la circonstance que ces agents ne sont pas dans les liens d'un contrat de louage de services.

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Article 1er.

Le projet charge le Roi de désigner les organismes d'intérêt public dont le personnel bénéficiera du nouveau régime de pension. Le Gouvernement n'entend pas limiter l'application de ce régime aux seuls organismes énumérés à l'article 1er de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

On peut, dès lors, regretter que le projet emploie les termes "organismes d'intérêt public" dans un sens large, sans en donner une définition qui puisse aider à la détermination des pouvoirs conférés au Roi.

.../...

L'imprécision est heureusement corrigée par la condition prévue au projet, selon laquelle le personnel de l'organisme doit être doté d'un statut pour qu'il puisse être fait application de la loi.

L'article 1er prévoit que la loi en projet s'appliquera aux organismes désignés "à partir de la date fixée par le Roi". Cette rédaction pourrait donner l'impression que la date d'entrée en vigueur sera la même pour tous les organismes. L'intention du Gouvernement est, au contraire, d'agir avec souplesse en prévoyant que le changement de régime se fera au moment qui sera jugé le plus opportun pour chaque organisme.

Cette idée devrait être traduite dans le texte de l'article. Il est suggéré de rédiger l'article 1er comme suit :

"Article 1er.-

Le Roi désigne parmi les organismes d'intérêt public dont le personnel est doté d'un statut légal ou réglementaire, ceux dans lesquels les pensions de retraite et les pensions de veuves et d'orphelins sont régies par la présente loi.

Le Roi procède aux désignations sur la proposition conjointe du Ministre auquel ressortit l'exercice du contrôle sur l'organisme et du Ministre qui a l'administration des pensions dans ses attributions. Il détermine pour chaque organisme la date à partir de laquelle la loi sera applicable à celui-ci".

.../...

Article 2.

Cet article applique le régime des pensions de retraite aux seuls agents "revêtus d'une nomination à titre définitif". Comme de nombreux organismes n'accordent de nomination définitive qu'après un stage et que l'article 15, § 3, prévoit que le régime de la sécurité sociale ne sera plus applicable aux agents stagiaires, il est nécessaire, pour éviter toute difficulté d'application, de faire mention de ces agents à l'article 2.

Le même article applique le régime des pensions aux agents "des organismes visés à l'article 1er". L'article 1er vise tous les organismes d'intérêt public dont le personnel est doté d'un statut. Pour que la loi nouvelle s'applique à un organisme et à ses agents, il faut, de plus, qu'une désignation par le Roi intervienne. Le rappel de cette condition ne serait pas inutile à l'article 2 si l'on considère que certaines dispositions du projet s'appliquent à d'autres organismes que ceux qui seraient désignés par le Roi.

L'expression "organismes visés à l'article 1er" devrait être, en conséquence, remplacée dans les articles du projet qui en usent par celle d'"organismes désignés en application de l'article 1er".

Compte tenu de ces deux observations, l'article 2 devrait être rédigé de la manière suivante :

"Article 2.-

Les agents des organismes désignés en application de l'article 1er, qui sont nommés à titre définitif ou admis au stage, bénéficient d'un régime de pensions de retraite identique à celui des agents de l'administration générale de l'Etat".

.../...

Article 3.

Cet article, qui valorise les carrières mixtes, dispose en son paragraphe 1er que "les services qui sont susceptibles d'être supputés pour le calcul d'une pension de retraite à charge du Trésor public, sont pris en considération tant pour établir le droit à la pension de retraite visée à l'article 2 que pour en fixer le montant".

Cette disposition aurait pour effet de faire intervenir pour la reconnaissance du droit à la pension de retraite des agents des organismes d'intérêt public, les années qui, dans le régime des agents de l'Etat, ne sont susceptibles d'être prises en considération que pour le calcul de la pension. Selon les renseignements donnés au Conseil d'Etat, telle n'est pas l'intention du Gouvernement.

En outre, le paragraphe 1er de l'article 3 met à charge de l'Etat le supplément de dépense découlant de l'admission des services qui sont susceptibles d'être supputés pour le calcul d'une pension de retraite à charge du Trésor public. Parmi ces services, on doit admettre que sont compris les services militaires et services y assimilés, les services coloniaux, les bonifications de toute nature.

Aussi le paragraphe 1er présente-t-il une contradiction apparente, en ce qui concerne ces derniers services, avec le paragraphe 3 qui répartit les majorations de pension qui découlent de leur admission, entre l'Etat et les organismes d'intérêt public "proportionnellement à la durée des services administratifs rendus de part et d'autre".

.../...

Pour mieux traduire les intentions du Gouvernement, le Conseil d'Etat propose de rédiger l'articler 3, § 1er, alinéa 1er, ainsi qu'il suit :

"Article 3.-

§ 1er. Les services qui sont susceptibles de conférer des droits à une pension de retraite à charge du Trésor public, sont pris en considération tant pour établir le droit à la pension de retraite visée à l'article 2 que pour en fixer le montant".

Article 4.

Le paragraphe 1er de cet article a pour but d'étendre aux agents des organismes d'intérêt public le bénéfice des "dispositions légales relatives aux pensions de survie à charge du Trésor public".

Ces dispositions sont de deux ordres et sont contenues dans l'arrêté royal n° 254 du 12 mars 1936, unifiant le régime des pensions des veuves et des orphelins du personnel civil de l'Etat et du personnel assimilé, et dans l'arrêté royal n° 255 du 12 mars 1936, unifiant le régime des pensions des veuves et orphelins des membres de l'armée et de la gendarmerie.

Comme c'est l'arrêté royal n° 254 que l'on entend appliquer, il serait préférable de se servir dans le projet d'une terminologie qui indique de manière plus précise les dispositions dont il s'agit et de dire :

.../...

"Article 4.-

§ 1er. Les dispositions relatives aux pensions des veuves et orphelins du personnel civil de l'Etat s'appliquent aux personnes visées à l'article 2 ainsi qu'à leurs ayants droit".

Article 8.

Une disposition transitoire est prévue pour les agents qui auront cessé leurs services avant l'entrée en vigueur de la loi. Le cas des agents qui cesseront leurs fonctions entre la date d'entrée en vigueur de la loi et le moment où cette loi aura effet à l'égard de l'organisme qui les a employés semble avoir été perdu de vue. L'intention du Gouvernement est de leur appliquer également les mesures transitoires.

Pour réaliser cette intention, l'article 8 devrait être rédigé comme suit :

"Article 8.-

La pension de retraite telle qu'elle est prévue aux articles 2 et 3 est accordée aux membres du personnel des organismes désignés en application de l'article 1er ainsi qu'aux membres du personnel des organismes visés à l'article 5, qui étaient nommés à titre définitif ou admis au stage et qui, antérieurement à l'application de la présente loi à l'organisme dont ils faisaient partie ou à l'organisme qui a repris ses attributions, ont cessé leurs services soit en raison de leur âge, soit parce qu'ils étaient atteints d'infirmités les mettant définitivement hors d'état de continuer leurs fonctions".

.../...

Article 9.

L'article appelle la même observation que celle formulée à l'égard de l'article précédent. La rédaction suivante est proposée :

"Article 9.-

Les pensions des veuves et orphelins telles qu'elles sont prévues à l'article 4 sont accordées aux ayants droit des personnes visées à l'article 8.

Ces pensions sont aussi accordées aux ayants droit des membres du personnel des organismes désignés en vertu de l'article 1er et des organismes visés à l'article 5, qui étaient nommés à titre définitif ou admis au stage et qui sont décédés en activité de service, antérieurement à l'application de la présente loi à l'organisme dont ils faisaient partie ou à l'organisme qui a repris ses attributions".

Article 10.

La référence à l'article 3 figurant à la fin de cet article devrait être précisée par l'indication du § 2.

Article 11.

Le terme "arrérages" ne trouve pas son correspondant dans le néerlandais "achterstallen". Il serait préférable d'employer les mots "arrérages mensuels" et "maandelijkse betalingen" comme à l'article 34 de la loi du 2 août 1955.

.../...

Article 12.

Voir observations générales.

Article 13.

Cet article crée diverses subrogations légales qui sortiront leurs effets de plein droit.

Le paragraphe 1er subroge les organismes employeurs dans les droits que les agents pensionnés pouvaient puiser dans leur ancien régime de pension. Les sommes ainsi recueillies par les organismes doivent être versées à l'Etat en vertu de l'article 12, alinéa 5, et sont défalquées du montant global des pensions à répartir.

Si le Gouvernement se ralliait à ce que les pensions de retraite soient accordées par le Ministre compétent et payées par l'Etat, la subrogation prévue par l'article 13, § 1er, devrait jouer en faveur de ce dernier. Cette modification permettrait de supprimer l'article 12, alinéa 5, ce qui simplifierait le système de répartition des charges, mais nécessiterait dans l'article 12, alinéa 4, 4°, le remplacement des mots "aux organismes visés à l'article 1er" par les mots "au Trésor".

L'article 13, de plus, gagnerait en homogénéité car les paragraphes 2 et 3 organisent déjà d'autres subrogations en faveur de l'Etat. Les paragraphes 1er et 2 pourraient d'ailleurs être réunis comme suit :

.../...

"Article 13.-

§ 1er. L'Etat, représenté par le Ministre qui a l'administration des pensions dans ses attributions, est subrogé dans les droits que les bénéficiaires des pensions de retraite prévues par les articles 2 et 8 tiennent du régime de pension légal, réglementaire, statutaire ou contractuel qui leur était antérieurement applicable en raison des services qu'ils ont rendus à l'Etat ou aux organismes d'intérêt public, dans la mesure où ces services sont pris en considération pour le calcul des pensions de retraite".

A la fin de l'article 13, § 3, les mots "avant l'entrée en vigueur de la présente loi" devraient, pour les raisons indiquées ci-avant, être remplacés par "avant que la présente loi n'ait effet à leur égard".

Article 14.

Le premier alinéa de cet article entend "abroger" l'arrêté royal nº 117 du 27 février 1935, sauf quant à son application à certains organismes. Le but est, plus exactement, de restreindre le champ d'application de l'arrêté royal, mais non de l'abroger.

L'arrêté royal nº 117 comporte déjà une restriction de son champ d'application en son article 7, qui prévoit que le personnel de l'Institut national de radiodiffusion n'est pas visé par les dispositions qui le précèdent.

.../...

Pour atteindre le but désiré par le Gouvernement, il suffit de remplacer cet article 7 par une disposition énonçant expressément les organismes auxquels l'arrêté royal sera applicable à l'avenir. Celle-ci pourrait être rédigée comme suit :

"Article 14.-

L'article 7 de l'arrêté royal n° 117 du 27 février 1935 établissant le statut des pensions du personnel des établissements publics autonomes et des régies instituées par l'Etat, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 7. Le présent arrêté n'est applicable qu'au personnel des organismes suivants :

Office de la navigation, ... (la suite comme au projet) ...".

L'alinéa 2 de l'article 14 du projet tend à abroger, dès l'entrée en vigueur de la loi, l'article 97 de l'arrêté-loi du 25 février 1947 qui garantit au personnel du Fonds national de retraite des ouvriers mineurs des pensions au moins égales à celles des agents des administrations centrales du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale.

Il en résultera qu'entre l'entrée en vigueur de la loi et le moment où le Roi estimera devoir faire application au Fonds du régime nouveau, en vertu du projet, le personnel sera dépourvu de garantie légale quant à son régime de pensions.

.../...

Il apparaît au Conseil d'Etat qu'il serait préférable d'éviter une abrogation immédiate de l'article 97 de l'arrêté-loi du 25 février 1947 et de permettre au Roi de réaliser cette abrogation dans le même temps qu'il rendra applicable au Fonds national de retraite des ouvriers mineurs et à son personnel, la loi issue du projet.

Article 15.

En ce qui concerne le § 1er.

La rédaction du premier membre de phrase n'est pas parfaitement exacte : l'article 15, § 1er, ne tend pas seulement à valider jusqu'à la date de l'entrée en vigueur de la loi, la perception et la répartition des cotisations de sécurité sociale ainsi que les prestations accordées, mais tend également à valider, sans limite de temps, l'application qui a été faite de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 à des agents des organismes d'intérêt public qui ne remplissaient pas la condition exigée par l'article 2 de l'arrêté-loi, d'être dans les liens d'un contrat de louage de services.

De plus, aucune justification n'est donnée de l'énumération des opérations qui sont validées. Il est à redouter qu'une énumération plus ou moins détaillée, mais exposée à demeurer incomplète, ne nuise à la clarté de la disposition.

.../...

En raison de ces observations et de l'observation générale faite ci-avant, le Conseil d'Etat propose pour le paragraphe Ier le texte ci-après .Ce texte élimine deux discordances entre les versions néerlandaise et française de la disposition du projet.

"§ 1er. Est validée l'application du régime de sécurité sociale instituée par l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 qui a été faite jusqu'à la date d'entrée en vigueur de la présente loi aux agents des organismes d'intérêt public qui n'étaient pas dans les liens d'un contrat de louage de services".

En ce qui concerne les §§ 2 et 3.

L'article 15, §§ 2 et 3, ne vise pas l'ensemble des organismes d'intérêt public, mais seulement ceux qui ont fait application à leur personnel de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 par une extension du champ d'application de cet arrêté-loi au delà de ce que permettait son texte.

En adoptant ce critère de pur fait, que les cotisations de sécurité sociale aient été perçues et que les prestations aient été accordées, - ce qui a pour effet d'exclure les organismes d'intérêt public qui n'auraient pas appliqué l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 dans le passé, ainsi que ceux qui viendraient à être créés à l'avenir-, le projet de loi risque de présenter un caractère incomplet qui ne semble pas être voulu par le Gouvernement.

Le régime légal de pension prévu par le projet ne s'appliquera qu'aux agents définitifs et stagiaires des organismes d'intérêt public désignés par le Roi.En attendant cette désignation, l'article 15, § 2, du projet prévoit que le personnel continuera

.../...

à jouir du régime de la sécurité sociale si ce régime lui a été antérieurement appliqué.

Dès lors, au cas où dans certains organismes d'intérêt public le personnel n'aurait pas été soumis au régime de la sécurité sociale antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente loi et au cas où il ne bénéficierait pas d'un autre régime de pension légal ou réglementaire, il se trouverait privé de tout droit à la pension aussi longtemps qu'un arrêté royal n'aurait pas étendu à ces organismes l'application du nouveau régime légal de pensions.

Il en serait de même pour les organismes créés après l'entrée en vigueur de la loi si, pour une raison quelconque, le Roi estimait qu'il n'y avait pas lieu de faire bénéficier leur personnel du régime légal.

La situation du personnel temporaire de ces organismes risquerait d'être moins favorable encore. En effet, le régime de la nouvelle loi ne peut être appliqué aux membres de ce personnel. S'ils sont sous régime statutaire, ils ne pourront non plus être affiliés à la sécurité sociale puisque l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 n'est applicable qu'aux travailleurs engagés dans les liens d'un contrat de louage de services et que la loi nouvelle ne contient aucune disposition analogue à celles de la loi du 20 mai 1949, qui a permis d'étendre aux agents temporaires de l'Etat le bénéfice de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944.

.../...

Or, la volonté du législateur,telle qu'elle se manifeste dans tous les textes législatifs récents, est d'assurer une pension de retraite à tous les travailleurs et de garantir une pension de survie à leurs veuves et orphelins.

C'est pourquoi, le Conseil d'Etat propose un texte qui élargit le champ d'application de l'article 15, §§ 2 et 3, en l'étendant à tous les organismes d'intérêt public.

Toutefois, dans certains organismes d'intérêt public, le personnel bénéficie, en l'absence de toute obligation légale,d'un régime de pension plus favorable que celui résultant de l'application de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944. La disposition ne pourrait avoir pour effet de lui enlever le bénéfice des avantages librement consentis par l'organisme . C'est pourquoi,le texte proposé par le Conseil d'Etat donne au Roi le pouvoir d'apprécier si le régime des pensions de ces agents est au moins équivalent à celui de la sécurité sociale.

.../...

Le texte du projet soulève une dernière critique : le paragraphe 2, tel qu'il est rédigé, aurait pour effet de rendre l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 applicable à tout le personnel d'un organisme d'intérêt public dès lors qu'antérieurement à l'entrée en vigueur de la loi il n'en aurait été fait application qu'à une partie du personnel de l'organisme. Or, telle n'est certainement pas la volonté du Gouvernement.

Enfin, étant donné que la combinaison du paragraphe 2 et du paragraphe 3 de l'article 15 montre le désir du Gouvernement d'établir deux régimes différents, l'un pour les agents définitifs et stagiaires, l'autre pour les agents temporaires, le Conseil d'Etat estime plus logique de consacrer des dispositions distinctes à chacun de ces deux régimes, et de commencer par fixer le régime prévu pour les agents définitifs et stagiaires. Afin de viser tous les agents recrutés à titre temporaire, sous quelque dénomination que ce soit et sous quelque régime que ce soit, il serait sans doute prudent d'employer l'expression "les agents qui ne sont ni définitifs ni stagiaires".

Aux termes de l'alinéa 2 du § 3, lorsque le Roi aura rendu la loi nouvelle applicable aux agents définitifs et stagiaires d'un organisme d'intérêt public dont le personnel était antérieurement soumis au régime de la sécurité sociale, cet organisme sera tenu de verser à son personnel des allocations familiales et le pécule de vacances.

.../...

Pour les raisons exposées plus haut, le texte doit être élargi de façon à comprendre les organismes dont le personnel n'aurait pas été soumis au régime de la sécurité sociale et les organismes créés postérieurement à l'entrée en vigueur de la loi. Aucune disposition légale ne permettrait, en effet, au personnel de ces organismes d'obtenir ces avantages.

L'article 15, § 3, alinéa 2, prévoit que les allocations familiales accordées au personnel des organismes en cause sont "au moins aussi favorables" que celles allouées au personnel rétribué par l'Etat.

La présence des mots "au moins" s'explique par le fait que la disposition du projet est visiblement inspirée par l'article 18 de la loi du 4 août 1930, modifiée par la loi du 27 mars 1951, qui déclare à propos des allocations accordées aux agents de l'Etat et des provinces: "le montant et les conditions d'octroi de ceux-ci sont au moins aussi favorables que ceux des allocations et autres avantages répartis obligatoirement par les caisses de compensation des allocations familiales".

L'Etat s'est ainsi réservé la faculté d'octroyer à son personnel un supplément d'allocations familiales.

.../...

Conformément à l'économie du projet qui tend à unifier les avantages sociaux accordés aux diverses catégories d'agents définitifs des services publics de l'Etat, le Gouvernement estime que le personnel des organismes d'intérêt public doit bénéficier d'un supplément égal, sans toutefois qu'il soit supérieur, à celui des agents de l'Etat.

S'il en est bien ainsi, les mots "au moins" devraient être omis.

En conclusion des observations qui précèdent, le Conseil d'Etat propose pour les paragraphes 2 et 3 de l'article 15 le texte suivant :

"§ 2. L'application du régime de sécurité sociale institué par l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 est étendue aux agents définitifs et stagiaires des organismes d'intérêt public qui ne sont pas dans les liens d'un contrat de louage de services, sauf s'ils bénéficient d'un régime de pensions reconnu par le Roi au moins équivalent au régime de pensions de la sécurité sociale.

Ces agents cessent d'être régis par l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 à partir de la date à laquelle ils bénéficient du régime de pensions prévu par la présente loi.

.../...

§ 3. Les organismes d'intérêt public accordent à leurs agents définitifs ou stagiaires qui bénéficient du régime de pensions prévu par la présente loi, des allocations familiales, des allocations de naissance, un pécule de vacances et un pécule familial de vacances d'un montant égal à ceux que l'Etat alloue à ses agents et aux mêmes conditions.

§ 4. L'application du régime de sécurité sociale institué par l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 est étendue aux agents des organismes d'intérêt public, qui ne sont ni définitifs ni stagiaires, et qui ne sont pas dans les liens d'un contrat de louage de services".

Article 16.

Pour des raisons de concordance générale, cet article devrait être rédigé comme suit :

"Article 16.-

La présente loi entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui de sa publication au Moniteur belge".

ALGEMENE OPMERKINGEN.

De hoofdzaak van het ontwerp is, dat de Koning de vastbenoemde of stagedoende personeelsleden van organismen van openbaar nut in de voor het Rijkspersoneel geldende pensioenregeling kan betrekken, voorzover die personeelsleden krachtens wetten en verordeningen tot inrichting van evengenoemde organismen of ter uitvoering van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, over een statuut beschikken "dat in grote lijnen overeenstemt met het statuut van het Rijkspersoneel". Voor elk organisme afzonderlijk zal hij de wet in toepassing moeten brengen. Voor organismen die nog geen personeelsstatuut hebben, zal hij dit niet kunnen doen zolang er geen is vastgesteld (Zie memorie van toelichting, met name toelichting bij artikel 1).

Van de rustpensioenen die ter uitvoering van de ontworpen wet zullen worden uitgekeerd, zullen de door de Koning aangewezen organismen gezamenlijk, ieder voor zijn bijdrage, de last te dragen hebben; de weduwen- en wezenpensioenen van hun kant zullen ten laste komen van de Schatkist, die ter compensatie 6 t.h. op de wedden van het actief personeel zal inhouden.

Wordt dus duidelijk gezegd, hoe de financiële last van de pensioenen zal worden omgeslagen, een vraagpunt blijft, wie het rustpensioen verschuldigd zal zijn. Voor de zekerheid van de in ruste gestelden is het nochtans van essentieel belang, dat de wet die hun recht op pensioen erkent, ook de schuldenaar van dit pensioen aanwijst.

.../...

Wat de weduwen- en wezenpensioenen betreft, mag uit het feit, dat artikel 4 van het ontwerp naar de wetsbepalingen inzake overlevingspensioenen ten bezware van de Schatkist verwijst, worden afgeleid dat de Staat schuldenaar zal zijn.

Inzake rustpensioenen echter beperkt artikel 12 zich ertoe, de Minister van Financiën te belasten met "de uitkering en het vereffenen" ervan en met de verdeling van het totale bedrag der uitgaven over de organismen van openbaar nut. Dit betekent niet, dat de Staat het pensioen verschuldigd is. De Minister kan zich zeer goed van zijn taak kwijten namens en voor rekening van de betrokken organismen van openbaar nut.

Als men zich daarbij beperkt, kan men zeggen dat de verplichting tot het betalen van een bepaald rustpensioen niet op het organisme dat de gerechtigde heeft tewerkgesteld of op de Staat, maar op de aangewezen organismen gezamenlijk zou rusten. Het personeelslid aan wie een pensioen wordt geweigerd, zou ze alle, ieder voor zijn bijdrage, moeten dagvaarden. Men kan zich voorstellen hoe moeilijk het zou zijn de pensioenschuld van elk organisme te bepalen, aangezien het bedrag van de bijdrage van jaar tot jaar zal schommelen.

Dit bezwaar kan worden ondervangen door de Staat met de betaling te belasten, met behoud van de ontworpen omslagregeling.

.../...

In dit geval leze men artikel 12, eerste en tweede lid, als volgt :

"Artikel 12.-

De rustpensioenen bedoeld in de artikelen 2 en 8 worden verleend door de Minister tot wiens bevoegdheid het Bestuur der pensioenen behoort, en worden door de Staat uitgekeerd.

Ieder jaar wordt het bedrag van de tijdens het vorige jaar uit dien hoofde gedane uitgaven over de bij toepassing van artikel 1 aangewezen organismen omgeslagen naar rato van de gedurende dat jaar aan hun personeel betaalde wedden".

\+

\+ +

Artikel 15 handelt niet alleen over de pensioenregeling; het dient om inzake een geheel van sociale voordelen vast te stellen, welke regeling voor bepaalde categorieën en voor bepaalde perioden toepassing zal vinden.

Dit is een gebied waar men, zoals de memorie van toelichting opmerkt, thans in het onzekere verkeert doordat er onenigheid heerst over de vraag, welke de juridische aard is van de band tussen organismen van openbaar nut en hun personeel. Volgens artikel 2 van de besluitwet van 28 december 1944 is de toepassing van de voorschriften inzake maatschappelijke zekerheid afhankelijk van het bestaan van een arbeidsovereenkomst. Hoven en rechtbanken, en ook de Raad van State, schijnen in hun rechtspraak aan te nemen, dat, althans zeer in het algemeen, niet alleen het personeel van openbare besturen maar ook dat van organismen van openbaar nut niet onder arbeidsovereenkoms

.../...

maar onder "statutaire regeling" staat en dus in een "reglementaire toestand" verkeert (Cfr. meer bepaald Cass. 18 december 1952, Pas. 1953, I, 266; P. HORION "Droit social et secteur public", Annales de la Faculté de droit de Liège, 1956; WIGNY, "Principes généraux du droit administratif", 1953, n° 228; BUTTGENBACH, "Théorie générale des modes de gestion des services publics en Belgique", 1952, n° 105, n° 393bis; BUTTGENBACH, "Manuel de droit administratif : Principes généraux, organisation et moyens d'action des administrations publiques", Larcier 1954, n°s 351 à 353ter).

Deze stand van zaken maakt, dat het tal van personeelsleden in de organismen van openbaar nut aan rechtszekerheid ontbreekt nopens de regeling inzake sociale voordelen die op hen van toepassing is. Zoals de memorie van toelichting uiteenzet, moet een einde komen aan deze rechtsonzekerheid, die in de praktijk ernstige bezwaren opwekt.

Daartoe strekt artikel 15 van het ontwerp.

Maar, in strijd met de verklaringen van de memorie van toelichting, lost artikel 15 van het ontwerp de strijdvraag niet op, door de juridische aard van de band tussen de organismen van openbaar nut en hun personeel te bepalen. Het beperkt er zich toe, door middel van uitdrukkelijke bepalingen en alleen voor enkele met name aangewezen gevallen, de besluitwet van 28 december 1944 van rechtswege toepasselijk te verklaren op personeelsleden van organismen van openbaar nut, ondanks het feit dat zij niet door een arbeidsovereenkomst zijn verbonden.

.../...

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Artikel 1.

Volgens het ontwerp zal de Koning de organismen van openbaar nut aanwijzen waarvan het personeel voor de nieuwe pensioenregeling in aanmerking zal komen. De Regering is niet voornemens, die regeling alleen toe te passen op de organismen die in artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut zijn vermeld.

Daarom is het te betreuren, dat het ontwerp de uitdrukking "organismen van openbaar nut" in een ruime zin gebruikt zonder er een begripsbepaling van te geven die kan helpen om de omvang van 's Konings bevoegdheid vast te stellen.

Gelukkig wordt deze onduidelijkheid enigszins geneutraliseerd, waar het ontwerp aan de toepassing van de wet de voorwaarde verbindt, dat het personeel van het organisme een statuut moet bezitten.

Luidens artikel 1 zal de ontworpen wet op de aangewezen organismen toepassing vinden "van de door de Koning vastgestelde datum af". Deze tekst kan de indruk wekken, dat de wet voor alle organismen op dezelfde dag in werking zal treden. Maar de Regering wil juist een zekere speelruimte laten; op de nieuwe regeling zal worden overgeschakeld, op het tijdstip dat voor elk organisme het best geschikt wordt geacht.

.../...

De tekst van artikel 1 zou die gedachte moeten vertolken. Voorgesteld wordt, artikel 1 als volgt te lezen :

"Artikel 1.-

De Koning wijst onder de organismen van openbaar nut waarvan het personeel een wettelijk of reglementair statuut bezit, diegene aan, waarvoor de rustpensioenen en de weduwen- en wezenpensioenen door deze wet worden geregeld.

De Koning doet deze aanwijzingen op de gezamenlijke voordracht van de Minister belast met de controle over het organisme en van de Minister tot wiens bevoegdheid het Bestuur der pensioenen behoort. Voor elk organisme bepaalt hij vanaf welke datum de wet toepassing zal vinden".

Artikel 2.-

Dit artikel betrekt de regeling inzake rustpensioenen alleen op personeelsleden "die een benoeming in vast verband hebben bekomen". Tal van instellingen echter benoemen eerst in vast verband na een stage; anderzijds bepaalt artikel 15, § 3, dat de regeling inzake maatschappelijke zekerheid niet langer voor stagiaires zal gelden; om toepassingsmoeilijkheden te voorkomen is het nodig deze personeelsleden in artikel 2 te vermelden.

.../...

Het artikel past de pensioenregeling toe op de personeelsleden van "de in artikel 1 bedoelde organismen". Bedoeld in artikel 1 zijn alle organismen van openbaar nut waarvan het personeel een statuut bezit. Bovendien vindt de nieuwe wet alleen toepassing op de door de Koning aangewezen organismen en op hun personeel. Het zou niet zonder nut zijn, deze voorwaarde in artikel 2 in herinnering te brengen, als men bedenkt dat sommige voorschriften van het ontwerp ook toepassing vinden op organismen die de Koning niet mocht hebben aangewezen.

De uitdrukking "de in artikel 1 bedoelde organismen" zou dan in de artikelen van het ontwerp waar zij voorkomt, vervangen moeten worden door "de bij toepassing van artikel 1 aangewezen organismen".

Met inachtneming van deze beide opmerkingen, leze men artikel 2 als volgt :

"Artikel 2.-

Voor het personeel van de bij toepassing van artikel 1 aangewezen organismen dat in vast verband is benoemd of tot de stage is toegelaten, geldt dezelfde regeling inzake rustpensioenen als voor het personeel van het algemeen Rijksbestuur".

Artikel 3.-

Dit artikel, dat de gemengde loopbanen valoriseert, zegt in paragraaf 1 : "De diensten welke kunnen opgenomen worden in de berekening van het rustpensioen ten laste van de Openbare Schatkist, worden in

.../...

aanmerking genomen zo voor de vaststelling van het bij artikel 2 bedoelde recht op een rustpensioen als voor de berekening van het bedrag ervan".

Dit voorschrift zou er toe leiden, dat de jaren, die ten aanzien van het Rijkspersoneel alleen voor de berekening van het pensioen in aanmerking kunnen komen, ten aanzien van het personeel van de organismen van openbaar nut ook medetellen voor de erkenning van het recht op pensioen. Naar echter aan de Raad van State is verklaard, is dit niet de bedoeling van de Regering.

Bovendien brengt paragraaf 1 van artikel 3 ten laste van de Staat de bijkomende uitgaven die verbonden zijn aan de inaanmerkingneming van de "diensten welke kunnen opgenomen worden in de berekening van het rustpensioen ten laste van de Openbare Schatkist". Onder deze diensten moeten worden begrepen : militaire en daarmede gelijkgestelde diensten, koloniale diensten en "bonificaties van alle aard".

Wat deze laatste diensten betreft, is paragraaf 1 duidelijk in strijd met paragraaf 3, die de pensioensverhogingen welke uit de inaanmerkingneming van die diensten voortvloeien, verdeelt tussen de Staat en de organismen van openbaar nut "evenredig met de duur van de wederzijds bewezen administratieve diensten".

Om de bedoeling van de Regering beter tot uiting te brengen, stelt de Raad van State voor, artikel 3, § 1, eerste lid, als volgt te lezen :

"Artikel 3.-

§ 1. De diensten waaruit rechten op een rustpensioen ten bezwaare van de Schatkist kunnen ontstaan, worden, zowel voor de vaststelling van het in artikel 2 bedoelde rustpensioen als voor de berekening van het bedrag ervan, in aanmerking genomen".

.../...

Artikel 4.

Paragraaf 1 van dit artikel heeft tot doel de "wettelijke bepalingen met betrekking tot de overlevingspensioenen ten laste van de Openbare Schatkist" uit te breiden tot het personeel der organismen van openbaar nut.

Deze bepalingen zijn tweeërlei; zij zijn neergelegd in het koninklijk besluit nr 254 van 12 maart 1936 waarbij eenheid wordt gebracht in het regime van de pensioenen der weduwen en wezen van het burgerlijk Staatspersoneel en het daarmede gelijkgesteld personeel, en in het koninklijk besluit nr 255 van 12 maart 1936 tot eenmaking van het pensioenregime voor de weduwen en wezen der leden van het leger en van de Rijkswacht.

Het besluit dat men wil toepassen, is het koninklijk besluit nr 254; het ware dus beter, duidelijker te zeggen welke bepalingen worden bedoeld en de tekst als volgt te lezen :

"Artikel 4.-

§ 1. De wettelijke bepalingen inzake de pensioenen der weduwen en wezen van het burgerlijk Rijkspersoneel vinden toepassing op de in artikel 2 bedoelde personen en hun rechthebbenden".

.../...

Artikel 8.

Dit artikel bevat een overgangsbepaling voor personeelsleden die vóór de inwerkingtreding van de wet hun diensten mochten hebben gestaakt. Het geval van degenen, die hun diensten staken tussen de dag waarop de wet in werking treedt en de dag waarop ze uitwerking krijgt ten aanzien van het organisme dat hen tewerkstelde, schijnt uit het oog te zijn verloren. De Regering is voornemens de overgangsmaatregelen ook op hen toe te passen.

Dit kan als volgt tot uiting worden gebracht :

"Artikel 8.-

Het rustpensioen als aangegeven in de artikelen 2 en 3 wordt verleend aan vastbenoemde of tot de stage toegelaten personeelsleden van krachtens artikel 1 aangewezen en van in artikel 5 bedoelde organismen, wanneer die personeelsleden, hetzij wegens hun leeftijd, hetzij omdat zij lijden aan kwalen die het hun voorgoed onmogelijk maken hun ambt verder uit te oefenen, hun diensten staken vooraleer deze wet wordt toegepast op het organisme waartoe zij hebben behoord of op het organisme dat dezes bevoegdheid heeft overgenomen".

.../...

Artikel 9.

Bij dit artikel is hetzelfde op te merken als bij het vorige. Men leze het als volgt :

"Artikel 9.-

Weduwen- en wezenpensioenen als aangegeven in artikel 4 worden verleend aan rechthebbenden van in artikel 8 bedoelde personen.

Zij worden eveneens verleend aan rechthebbenden van vastbenoemde of tot de stage toegelaten personeelsleden van krachtens artikel 1 aangewezen en van in artikel 5 bedoelde organismen, wanneer die personeelsleden in actieve dienst komen te overlijden vooraleer deze wet wordt toegepast op het organisme waartoe zij hebben behoord of op het organisme dat dezes bevoegdheid heeft overgenomen".

Artikel 10.

Het slot van dit artikel verwijst naar artikel 3 ; men voege daaraan toe : "§ 2".

Artikel 11.

"Achterstallen" betekent niet hetzelfde als "arrérages". Zoals in artikel 34 van de wet van 2 augustus 1955, schrijve men "maandelijkse betalingen" en "arrérages mensuels".

.../...

Artikel 12.

Zie algemene opmerkingen.

Artikel 13.

Dit artikel voert een aantal wettelijke indeplaatsstellingen in, die van rechtswege uitwerking zullen hebben.

Krachtens paragraaf 1 treden de organismen in de rechten die hun gepensioneerde personeelsleden op grond van hun vroegere pensioenregeling bezitten. De bedragen die deze organismen zodoende verkrijgen, moeten op grond van artikel 12, vijfde lid, aan de Staat worden afgedragen en komen in mindering van het globaal bedrag der uit te keren pensioenen.

Mocht de Regering het ermede eens zijn, dat de rustpensioenen door de bevoegde Minister worden toegestaan en door de Staat betaald, dan komt de in artikel 13, § 1, genoemde indeplaatsstelling aan de Staat toe. Het vijfde lid van artikel 12 kan dan vervallen, hetgeen een vereenvoudiging betekent in het stelsel van de verdeling der lasten, maar in artikel 12, vierde lid, 4°, zouden de woorden "aan de in artikel 1 bedoelde organismen" moeten worden vervangen door "aan de Schatkist".

.../...

Artikel 13 zou daarenboven homogener worden, aangezien ook de paragrafen 2 en 3 de indeplaatsstelling van de Staat voor een aantal gevallen regelt. De paragrafen 1 en 2 kunnen trouwens als volgt worden samengevoegd :

"Artikel 13.-

§ 1. De Staat, vertegenwoordigd door de Minister tot wiens bevoegdheid het Bestuur der pensioenen behoort, treedt in de rechten welke de gerechtigden op rustpensioenen als bedoeld in de artikelen 2 en 8 bezitten op grond van de wettelijke, reglementaire, statutaire of contractuele pensioenregeling die vroeger op hen toepassing vond wegens hun aan de Staat of aan de organismen van openbaar nut bewezen diensten, in zover die diensten voor het berekenen van rustpensioenen in aanmerking worden genomen".

Aan het slot van artikel 13, § 3, vervange men, om de hiervoren gegeven redenen, de woorden "vóór de inwerkingtreding van deze wet op hen van toepassing was" door de woorden "dat op hen van toepassing was vooraleer deze wet te hunnen opzichte uitwerking heeft".

Artikel 14.

Het eerste lid van dit artikel bedoelt het koninklijk besluit nr 117 van 27 februari 1935 "in te trekken", behoudens wat de toepassing er van op bepaalde organismen betreft. Eigenlijk is de bedoeling niet, het koninklijk besluit op te heffen, wel het toepassingsgebied er van te beperken.

.../ ...

Het toepassingsgebied van het koninklijk besluit nr 117 wordt reeds beperkt door zijn artikel 7, hetwelk bepaalt dat de voorgaande artikelen niet gelden voor het personeel van het Nationaal Instituut voor radio-omroep.

De Regering kan haar doel bereiken als zij dit artikel 7 vervangt door een bepaling die uitdrukkelijk zegt op welke organismen het koninklijk besluit voortaan toepassing zal vinden. Die bepaling kan als volgt worden gelezen :

"Artikel 14.-

Artikel 7 van het koninklijk besluit nr 117 van 27 februari 1935 tot vaststelling van het statuut der pensioenen van het personeel der zelfstandige openbare instellingen en der regieën ingesteld door de Staat, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 7.- _ Dit besluit vindt alleen toepassing op het personeel van de volgende organismen :

Dienst der scheepvaart, ... (voorts zoals in het ontwerp) ...".

Het tweede lid van artikel 14 van het ontwerp strekt ertoe, bij de inwerkingtreding van de wet, artikel 97 van de besluitwet van 25 februari 1947 op te heffen. Dit artikel

.../...

waarborgt aan het personeel van het Nationaal Pensioenfonds voor mijnwerkers pensioenen die ten minste gelijk zijn aan de pensioenen van het personeel der hoofdbesturen van het Ministerie van Arbeid en Sociale Voorzorg.

Het gevolg zal zijn, dat het personeel wettelijke waarborg inzake zijn pensioenregeling zal missen tussen de dag van inwerkingtreding van de wet en het tijdstip waarop de Koning het nodig zal oordelen het nieuwe stelsel, krachtens de wet, op het Fonds van toepassing te moeten verklaren.

De Raad van State acht het verkieslijk artikel 97 van de besluitwet van 25 februari 1947 niet onmiddellijk op te heffen en de Koning gelegenheid te laten tot die opheffing te beslissen op het tijdstip waarop hij de uit dit ontwerp ontstane wet van toepassing verklaart op het Nationaal Pensioenfonds voor mijnwerkers.

Artikel 15.

Wat paragraaf 1 betreft.

Het eerste zinsdeel is niet helemaal juist geredigeerd : wat artikel 15, § 1, wil valideren, is niet alleen,tot de datum van inwerkingtreding der wet, de inning en verdeling van de bijdragen voor maatschappelijke zekerheid en de toegekende voordelen, maar ook , zonder tijdsbeperking, de toepassing welke de besluitwet van 28 december 1944 heeft gevonden op personeelsleden van organismen van openbaar nut die niet voldeden aan de eis van artikel 2 van de besluitwet, dit wil zeggen die niet door een arbeidsovereenkomst waren verbonden.

.../...

Bovendien wordt de opgave van de te valideren verrichtingen niet verantwoord. De vrees is gewettigd, dat een min of meer omstandige opsomming, die echter altijd gevaar loopt onvolledig te blijven, de klaarheid van de tekst schaadt.

Om al deze redenen, en met inachtneming van de hiervoren gemaakte algemene opmerking, geeft de Raad van State voor § 1 de volgende lezing in overweging, die tevens twee afwijkingen tussen de Nederlandse en de Franse tekst van het artikel opheft.

"§ 1. De toepassing, welke de bij de besluitwet van 28 december 1944 ingestelde regeling inzake maatschappelijke zekerheid tot de datum van inwerkingtreding van deze wet heeft gevonden op personeelsleden van organismen van openbaar nut, die niet door een arbeidsovereenkomst waren gebonden, wordt gevalideerd".

Wat paragraaf 2 en paragraaf 3 betreft.

Artikel 15, §§ 2 en 3, doelt niet op de gezamenlijke organismen van openbaar nut, maar alleen op die welke de besluitwet van 28 december 1944 op hun personeel hebben toegepast, met verruiming van het toepassingsgebied van deze besluitwet tot buiten de grenzen van wat de tekst toestond.

.../...

Aan het hanteren van dit zuiver feitelijk criterium, dat de bijdragen voor maatschappelijke zekerheid zijn geïnd en de uitkeringen zijn verstrekt - met het gevolg dat worden uitgesloten de organismen van openbaar nut die in het verleden de besluitwet van 28 december 1944 niet hebben toegepast, en die welke in de toekomst mochten worden opgericht -, is het gevaar verbonden, dat het ontwerp onvolledig blijft, hetgeen niet met de bedoeling van de Regering schijnt te stroken.

De ontworpen wettelijke pensioenregeling zal alleen voor vaste en stagedoende personeelsleden van door de Koning aangewezen organismen van openbaar nut gelden. In afwachting van deze aanwijzing zal, volgens artikel 15, § 2, van het ontwerp, het personeel de regeling inzake maatschappelijke zekerheid blijven genieten, indien deze vroeger op hem werd toegepast.

Dit heeft tot gevolg, dat in het geval dat het personeel van sommige organismen van openbaar nut vóór de inwerkingtreding van de wet niet aan de regeling inzake maatschappelijke zekerheid onderworpen mocht zijn geweest en in het geval dat het geen andere wettelijke of reglementaire pensioenregeling mocht genieten, dit personeel geen enkel recht op pensioen zou bezitten zolang die organismen niet door een koninklijk besluit in de nieuwe wettelijke pensioenregeling zijn betrokken.

Hetzelfde zou waar zijn voor de na de inwerkingtreding van de wet opgerichte organismen, indien de Koning om welke reden ook mocht menen dat er geen grond is om de wettelijke regeling op hun personeel toe te passen.

.../...

De toestand van het tijdelijk personeel van deze organismen dreigt nog minder gunstig uit te vallen. De regeling van de nieuwe wet kan immers niet op dit personeel worden toegepast. Staan zij onder een statutaire regeling, dan kunnen zij evenmin in de maatschappelijke zekerheid worden opgenomen, aangezien de besluitwet van 28 december 1944 alleen toepassing vindt op werknemers die onder arbeidsovereenkomst staan, terwijl, anderzijds, de nieuwe wet geen bepaling bevat naar het voorbeeld van de wet van 20 mei 1949, die de toepassing van de besluitwet van 28 december 1944 op het tijdelijk personeel van de Staat mogelijk heeft gemaakt.

Zoals echter uit alle recente wetteksten blijkt, is de bedoeling van de wetgever aan alle werknemers een rustpensioen, en aan hun weduwen en wezen een overlevingspensioen toe te kennen.

Daarom stelt de Raad van State een tekst voor, die het toepassingsgebied van artikel 15, §§ 2 en 3, dermate verruimt dat alle organismen van openbaar nut erbij worden betrokken.

In sommige organismen van openbaar nut echter geldt voor het personeel, bij ontstentenis van enige wettelijke verplichting, een gunstiger pensioenregeling dan de toepassing van de besluitwet van 28 december 1944 zou opleveren. De bepaling zou niet tot gevolg mogen hebben, dat de door het organisme vrij toegestane voordelen voor het personeel vervallen. Daarom draagt de tekst, die de Raad van State voorstelt, aan de Koning de bevoegdheid op, te oordelen of de pensioenregeling voor dit personeel ten minste gelijkwaardig is aan die van de maatschappelijke zekerheid.

.../..

Nog een laatste kritiek op de tekst van het ontwerp. Het gevolg van de gegeven tekst van § 2 zou zijn, dat de besluitwet van 28 december 1944 op het ganse personeel van een organisme van openbaar nut toepassing zou vinden, zelfs wanneer ze vóór de inwerkingtreding van de wet slechts op een deel van dat personeel toepassing vond. Dit is stellig niet de bedoeling van de Regering. Tenslotte, nu de combinatie van de §§ 2 en 3 van artikel 15 aantoont dat de Regering twee verschillende regelingen, een voor het vast en stagedoend personeel en een voor het tijdelijk personeel, wenst in te voeren, acht de Raad van State het logischer voor ieder van deze regelingen afzonderlijke bepalingen vast te stellen, en te beginnen met de regeling voor het vast en stagedoend personeel. Om er alle personeelsleden bij te betrekken die, onder welke benaming en volgens welke regeling ook, tijdelijk zijn aangeworven, ware het ongetwijfeld voorzichtig te spreken van "personeelsleden die noch vastbenoemd, noch stagiaire zijn".

Het tweede lid van § 3 bepaalt dat, wanneer de Koning de nieuwe wet in toepassing brengt op het vast en stagedoend personeel van een organisme van openbaar nut, dat vroeger aan de regeling inzake maatschappelijke zekerheid was onderworpen, dit organisme verplicht wordt aan zijn personeel kinderbijslag en verlofgeld uit te keren.

.../...

Om de hiervoren uiteengezette redenen moet de tekst zo worden verruimd, dat hij ook geldt voor organismen waarvan het personeel niet aan de regeling inzake maatschappelijke zekerheid onderworpen mocht zijn geweest, en voor organismen die na de inwerkingtreding van de wet zullen worden opgericht. Geen wetsbepaling immers verleent het personeel van die organismen het recht op die voordelen.

Artikel 15, § 3, tweede lid, bepaalt dat de kinderbijslag voor het personeel der betrokken organismen "minstens zo voordelig is als deze van de toelagen verleend aan het door de Staat bezoldigd personeel".

Het gebruik van het woord "minstens" is hierdoor te verklaren, dat de ontworpen bepaling klaarblijkelijk is opgesteld naar het voorbeeld van artikel 18 van de wet van 4 augustus 1930, gewijzigd door de wet van 27 maart 1951, dat, ter zake van de kinderbijslag voor het personeel van Staat en provincies, verklaart : "Het bedrag en de voorwaarden waaronder zij worden toegekend, zijn ten minste even gunstig als die van de bijslag en andere voordelen verplicht uitgekeerd door de compensatiekassen voor kinderbijslag".

.../...

Zodoende heeft de Staat zich het recht voorbehouden, aan zijn personeel een supplement op de kinderbijslag toe te staan.

Overeenkomstig de opzet van het ontwerp, dat strekt tot het eenmaken van de sociale voordelen die aan de diverse categorieën van vast personeel van de openbare diensten van de Staat worden toegekend, moet, naar het oordeel van de Regering, het personeel van organismen van openbaar nut een supplement genieten tot een bedrag, gelijk aan en niet hoger dan dat van het Rijkspersoneel.

Is dit wel zo, dan dient het woord "minstens" te vervallen.

Concluderend, stelt de Raad van State voor, de §§ 2 en 3 van artikel 15 als volgt te lezen :

"§ 2. De toepassing van de regeling inzake maatschappelijke zekerheid ingesteld door de besluitwet van 28 december 1944 wordt verruimd tot het vast en stagedoend personeel van organismen van openbaar nut dat niet onder arbeidsovereenkomst staat, tenzij het een pensioenregeling geniet, die door de Koning ten minste gelijkwaardig aan de pensioenregeling van de maatschappelijke zekerheid is erkend."

De besluitwet van 28 december 1944 vindt niet langer toepassing op dat personeel, zodra het de in deze wet bepaalde pensioenregeling geniet.

.../...

§ 3. Aan het vast of stagedoend personeel dat de in deze wet bepaalde pensioenregeling geniet, verlenen de organismen van openbaar nut kinderbijslag, geboortebijslag, verlofgeld en gezinsverlofgeld tot een bedrag gelijk aan wat de Staat aan zijn personeel toestaat en onder dezelfde voorwaarden.

§ 4. De toepassing van de regeling inzake maatschappelijke zekerheid ingesteld door de besluitwet van 28 december 1944 wordt verruimd tot het personeel van organismen van openbaar nut, dat noch vastbenoemd, noch stagiaire is en dat niet onder een arbeidsovereenkomst staat".

Artikel 16.

Ter wille van de algemene overeenstemming, stelle men dit artikel als volgt :

"Artikel 16.-

Deze wet treedt in werking de eerste dag van de maand volgend op de maand waarin zij in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt".

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs :	F.LEPAGE,	conseiller d'Etat,	président
de Heren :		raadsheer van State,	voorzitter
	L.MOUREAU,	conseillers d'Etat,	
	G.HOLOYE,	raadsheren van State,	
	P.ANSIAUX,	assesseurs de la section de législation,	
	F.DUCHENE,	bijzitters van de afdeling wetgeving,	
Madame :	J.DE KOSTER,	greffier adjoint,	greffier
Mevrouw :		adjunct-griffier,	griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.F.LEPAGE.

Le rapport a été présenté par M.G.PIQUET, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. F.LEPAGE.

Het verslag werd uitgebracht door de H.G.PIQUET, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) J. DE KOSTER.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) F.LEPAGE.